

« Ce document a été produit avec l'aide financière de l'Union Européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité du bénéficiaire et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union Européenne »



Face aux dérèglements climatiques

Haïti et la région Auvergne Rhône Alpes

Le changement climatique entraîne des dérèglements climatiques, dont les conséquences sont plus ou moins graves, selon le niveau de vie des populations et suivant les aléas des événements météorologiques locaux.

En région ARA, quelques difficultés assez sérieuses, mais elles ne compromettent pas, à court terme, notre survie et ne remettent pas en cause les fondements de notre façon de vivre, bien que des professions soient touchées. Les difficultés pour nous sont les suivantes :

- Périodes de chaleur qui nécessitent des aménagements spéciaux pour les personnes fragiles, personnes très âgées et jeunes enfants,
- Déplacement des saisons affectant les récoltes agricoles, notamment la vigne,
- Manque d'eau dans certaines zones rurales, tarissement de sources, manque de fourrage pour les éleveurs,
- Modification de certains sites de tourisme, enneigement différent, recul des glaciers, en particulier de la Mer de glace,
- Nouveaux parasites et nouvelles maladies pour la flore et la faune.

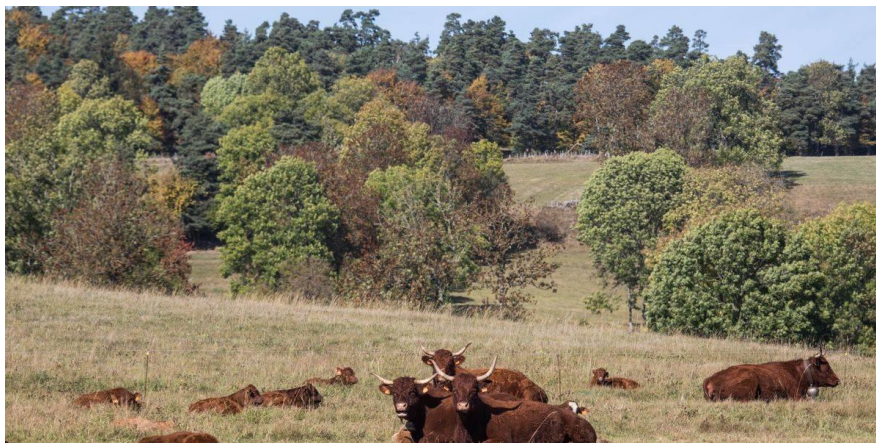


Figure 1 - Plan sécheresse en région Auvergne Rhône Alpes

Il est cependant indispensable de réfléchir et d'examiner dès maintenant, les actions d'**atténuation** pour mieux organiser les transports, diminuer les dépenses d'énergie et l'émission des gaz à effet de serre responsables du réchauffement, de mener aussi sur le long terme des **actions d'adaptation** pour préserver l'avenir de nos enfants et petits enfants, ainsi que pour protéger la biodiversité et l'environnement de la planète. Des organismes sont en place pour observer, former et faire des propositions d'adaptation aux communes et entreprises susceptibles d'intervenir. Sur le site de l'ORECC (Organisme Régional des Effets du Changement climatique) on trouvera des idées sur les parcs naturels, la consommation d'énergies, l'eau, les murs de soutènement et les routes.

En Haïti, les difficultés sont tout autres pour la majorité de la population dont le niveau de vie est très faible (1,5 dollar/habitant/jour) :

- Ouragans dévastateurs (maisons et écoles détruites, arbres fruitiers anéantis...)
- Inondations (pertes familiales de patrimoine, morts par noyade...)
- Déforestation de nombreux « mornes », la fabrication de charbon de bois étant la seule possibilité de gagner rapidement un peu d'argent dans le monde rural,



Figure 2 - les mornes en face du village de Vallue

- Pertes de récoltes (fruits, riz, haricots, ignames...)
- Nécessité de migrer, soit à l'intérieur du pays vers les villes, soit à l'étranger -par bateau pour les « pauvres » (risques de noyade).

Dans ce pays comme dans beaucoup de régions d'Afrique subsaharienne ou latino américaines, il est urgent d'agir car ce sont eux qui subissent les plus graves dommages liés au dérèglement climatique, dont les pays industrialisés sont les grands responsables.

Après plusieurs mois d'attention sur ce sujet grâce à un financement dans le cadre du programme Frame Voice Report de l'Union Européenne relayé par RESACOOOP, nous avons pu informer et sensibiliser directement environ 10 000 personnes de la région, adultes et jeunes scolaires. Nous avons aussi invité en France des Haïtiens -un journaliste et le responsable d'une association paysanne et, à l'occasion d'une mission, rencontré un cinéaste à Lyon puis en Haïti, tout cela pour mieux connaître la situation dans ce pays, voir ce qui se fait et ce qu'il serait possible de faire.

Les actions en Haïti

Quelques chiffres-clés et un peu d'Histoire pour voir l'ampleur du problème :

2 % de couverture forestière, 80% de relief montagneux, 85% des bassins versants dégradés, 70 % du bois récolté utilisés pour faire du charbon, l'agriculture première source de revenus : elle fournit 25% du PIB. Esclavage sur 500 000 personnes noires pendant 2 siècles, obligation pour ce pays de verser une « dette-rançon » en contrepartie de l'Indépendance pourtant conquise par la révolte armée des esclaves en 1804, occupation militaire des USA de 1915 à 1934.

Les actions pour le climat soutenues actuellement par les autorités :

Le journaliste M. SERANT, en conférence de presse à Lyon, a évoqué la modicité des moyens disponibles jointe au manque de gouvernance, à l'instabilité politique et à un contexte mondial défavorable à Haïti, toutes situations qui ralentissent les **efforts d'atténuation et d'adaptation**, au regard des répercussions des changements climatiques.

Cependant des organismes et des plans existent qui permettent de répondre aux questions de la communauté internationale, mais le manque de financements empêche la réalisation d'actions d'envergure pour protéger la population. Quelques exemples de structures officielles :

La Direction Nationale pour l'Eau Potable et l'Assainissement, la DINEPA, est un organisme officiel qui intervient surtout dans les grandes villes, mais aussi en milieu rural, notamment pour la mise en place de toilettes dans les écoles, la construction de citernes cylindriques en béton (quelques centaines) qui collectent l'eau de pluie dans plusieurs localités et apportent localement une amélioration.

Existence d'un **Plan d'Action National d'Adaptation (PLANA)** pour répondre aux besoins urgents d'adaptation aux changements climatiques. « Eli lokal yo devan defi chanjman klimatik nan Ayiti » soit en français : « Les élus locaux devant le défi du changement climatique en Haïti ». Voir le document très complet du GAFE (voir ci-dessous) qui interpelle les responsables locaux.

Le gouvernement essaye de promouvoir **les énergies renouvelables** et il a pu obtenir des financements du PNUD pour l'énergie solaire. Il souhaite aussi la **diversification de la production agricole** par l'agroforesterie, basée sur la complémentarité arbres et cultures, notamment l'exploitation des arbres fruitiers.

Les actions mises en œuvre par la société civile et la population, concernant l'agriculture, l'énergie et l'eau :



Figure 3 - Distribution de filtres pour avoir de l'Eau potable

La **Coordination Nationale pour la Sécurité Alimentaire (CNSA)** apporte des informations par le biais de son bulletin sur les quantités de nourriture produites ou importées, informations d'alerte sur la météo (pluviométrie et ouragans). Elle n'a pas les moyens d'agir véritablement, malgré sa liaison avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR).

18 ONGs et associations, dans leur déclaration « Pour une politique publique agricole pertinente en Haïti » se préoccupent de l'écologie pour l'avenir du pays, et surtout de **l'agriculture, qui en est le principal enjeu**. Les auteurs souhaitent un renforcement de la souveraineté alimentaire, la diminution des importations alimentaires, **la protection de l'environnement et l'amélioration des conditions de vie** des paysannes et paysans. C'est un bon document qui n'a pas reçu de réponses des autorités. Il démontre cependant que c'est bien la société civile organisée (voir aussi le paragraphe suivant) qui agit le plus.



Figure 4 - Nestalia, Service Civique venue à Lyon en 2017, dans son jardin à Vallue, Haïti.

Pour le changement climatique plus précisément, nous sommes en relation avec le **Groupe d'Action Francophone pour l'Environnement (GAFE)** qui a un rôle moteur dans **ALTERNATIBA-Haïti**, ainsi qu'avec **l'Université Quisqueya** où la directrice du CEFREPADE, ONG de Lyon proche de l'INSA, enseigne actuellement. Le GAFE et ALTERNATIBA-Haïti lancent en 2019 des **actions de plaidoyer**

pour l'engagement citoyen (32 groupes locaux Alternatiba) et pour promouvoir **la transition écologique** en Haïti ; ils sont déjà soutenus par le Secours Catholique français et par l'Ambassade d'Allemagne.

Le Groupe de Recherche et d'Action pour une Haïti Nouvelle (GRAHN) regroupe des chercheurs et enseignants haïtiens résidant en Haïti et dans plusieurs autres pays. Il a publié de nombreux documents en direction des autorités et des enseignants. Dans sa revue « Haïti Perspectives, Vol 6 - n°4 automne 2018 », un des articles traite de la « *Restauration des paysages forestiers et agroforestiers, jumelée à la valorisation des déchets organiques en Haïti, pour le développement durable d'une économie verte résiliente aux changements climatiques* ».

L'Agriculture paysanne :

A côté de ces démarches bien organisées, nous avons relevé un grand nombre de petites structures qui opèrent sur le terrain pour répondre aux besoins des populations et notamment à celui de la sécurité alimentaire. Ces structures assurent des formations et réalisent des actions ponctuelles, par exemple « **Utopia Ayti** » et « **Réveil** » soutenues par l'association française Hercule-Haïti interviennent à Marmont pour promouvoir l'Agriculture paysanne. Exemples plus complets : « Le Répertoire d'initiatives environnementales en Haïti » édité par le GAFE en 2016, rassemble 60 textes décrivant toutes les actions mises en place partout dans le pays, principalement dans les espaces ruraux.

Quelques chiffres : 60% de la population s'adonne à l'agriculture et génère 25% du PIB, 38 % de la population est en situation d'insécurité alimentaire. Ces chiffres sont extraits de la fiche thématique éditée par le Collectif Haïti de France « **Agriculture et développement rural** » et présentés sur le site web de cette structure.

Les chiffres de l'ENERGIE et quelques initiatives :

*En Haïti, 8 millions de personnes (sur 11 millions) vivent sans électricité (CEPALC). Consommation électrique moyenne: 51 kWh/hab/an
Bois et charbon de bois, principales sources d'énergie : des millions d'arbres abattus chaque année, soit 4,3 millions de tonnes de bois, d'où la déforestation.*

Pour remédier au manque de courant électrique, pour améliorer la qualité de l'enseignement et la vie de la population, l'**installation de panneaux photovoltaïques** est en cours dans des quartiers, dans des villages et dans certaines écoles : le **Collectif Haïti de France propose** un projet à une vingtaine d'associations communautaires pour soutenir des écoles, avec un financement partiel de l'Agence Française de Développement. L'Association « **Haïti Futur** » travaille avec le Ministère de l'Education Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) pour installer des tableaux numériques dans 500 écoles publiques : il faut souvent mettre des panneaux solaires pour avoir l'électricité indispensable à une éducation de qualité. L'ONG **Entrepreneurs du Monde** assure la vente de lampes reliées à des panneaux solaires et elle propose aussi des foyers améliorés qui permettent de réduire la quantité de bois ou de charbon de bois nécessaires pour cuisiner.



Figure 5 - Equipement photovoltaïque de l'hôpital de Gros Morne- financement EDF à la demande du CEFREPADE

L'Eau potable et assainissement

Accès à l'eau courante en zones rurales 48%.

Taux d'accès à l'assainissement de base : 26%.

L'eau dans les campagnes est toujours un gros problème qui concerne surtout les femmes et les enfants, car ce sont eux qui assurent les « corvées d'eau » et parcourent de grandes distances pour l'approvisionnement des familles et des communautés. Plusieurs associations de paysans font des **captations de sources** (celles qui ne sont pas taries) et elles installent des canalisations qui amènent l'eau dans les écoles et dans les quartiers pour les jardins. C'est le cas de l'**Association des Paysans de Vallée**, section communale de Petit Goâve.

Une nouveauté technique, connue depuis longtemps mais peu utilisée par manque de financement, les « **béliers hydrauliques** » qui, grâce à la pression donnée par une petite chute d'eau, font remonter une partie de cette eau à une altitude supérieure.

CONCLUSION

Grâce au projet que Frame Voice Report (FVR) nous a accordé (nous l'avons intitulé à Lyon, ChangeClim-LHP) nous avons l'occasion de faire connaître davantage les conséquences du changement climatique, en Haïti et dans notre région, de prendre conscience que nous avons à changer notre mode vie pour contribuer à la diminution des gaz à effet de serre, pour sauvegarder l'ensemble de la biodiversité sur la planète et pour être solidaires des populations en situation difficile.

Le 21 juin 2019

Paul VERMANDE